

COMMUNE DE BAGNERES DE LUCHON
PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 MAI 2020

Affiché le : 29/05/2020.

L'an deux mille vingt, le vingt-trois mai, à onze heures et deux minutes, le Conseil Municipal de la commune de Bagnères de Luchon s'est réuni, sous la Présidence de monsieur Louis FERRE, Maire, en session ordinaire **dans la salle du Pavillon Normand (Parc du Casino à Bagnères de Luchon)** sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le Maire, le dix-neuf mai deux mille vingt conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La salle du Pavillon Normand a été choisie afin de permettre la stricte application des mesures barrières (ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020) et monsieur le Maire en a informé monsieur le Préfet préalablement.

Etaient présents : M. Eric AZEMAR, Mme Catherine DERACHE, M. Gilles TONIOLO, Mme Sabine CAZES, M. Olivier PERUSSEAU, Mme Françoise BRUNET LACOUÉ, M. Claude LACOMBE, Mme Marilyne DE FARCY DE PONTFARCY, M. Pierre FOURCADET, Mme Michèle BOY, M. Michel LERAY, Mme Audrey CONAN, M. Jean-Christophe GIMENEZ, M. Gilbert TORRES, M. Ahmide RADI, M. Gérard SUBERCAZE, Mme Cécile PERCIE DU SERT, M. Louis FERRE, Mme Michèle CAU.

Excusés : 0.

Absents : 0.

Les conseillers tels qu'issus de la proclamation des résultats du scrutin du 15 mars 2020 présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Audrey CONAN ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

1. INSTALLATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Monsieur Louis FERRE.

Monsieur Louis FERRE indique aux élus que suite à la proclamation du résultat de l'élection municipale qui s'est tenue le 15 mars 2020, il convient de procéder à l'installation officielle du Conseil Municipal.

Considérant que le mandat des nouveaux Conseillers Municipaux a débuté, suite à la crise du COVID, le 18 mai 2020,

Considérant que Madame Idalina LABORDE a fait parvenir à monsieur le Maire, le 18 mai 2020, sa démission de ses fonctions de conseillère municipale et que monsieur le Maire, en application de l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) en a informé immédiatement monsieur le Préfet.

Considérant que madame Véronique JACQUELIN, suivante sur liste, a fait parvenir à monsieur le Maire, le 19 mai 2020, sa démission de ses fonctions de conseillère municipale et que monsieur le Maire, en application de l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) en a informé immédiatement monsieur le Préfet.

Considérant qu'en application des dispositions précitées et de l'article L.270 du Code Electoral, monsieur le Maire a immédiatement convoqué monsieur Ahmide RADI, candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier élu afin qu'il soit appelé à remplacer madame Véronique JACQUELIN.

Monsieur Louis FERRE indique à l'assemblée qu'il a l'honneur d'appeler les personnes suivantes à siéger au sein du Conseil Municipal qui répondront « présent(e) » à l'appel de leur nom :

- Eric AZEMAR
- Catherine DERACHE
- Gilles TONIOLO
- Sabine CAZES
- Olivier PERUSSEAU
- Françoise BRUNET LACOUÉ
- Claude LACOMBE
- Marilyne DE FARCY DE PONTFARCY
- Pierre FOURCADET
- Michèle BOY
- Michel LERAY
- Audrey CONAN
- Jean-Christophe GIMENEZ
- Gilbert TORRES
- Ahmide RADI
- Gérard SUBERCAZE
- Cécile PERCIE DU SERT
- Louis FERRE
- Michèle CAU

Monsieur Louis FERRE déclare donc les conseillers susnommés installés dans leurs fonctions et le Conseil Municipal installé.

Monsieur Louis FERRE rappelle que conformément aux statuts de l'Ehpad « Era Caso » et de la régie des Thermes de Luchon, le Conseil Municipal ainsi constitué assurera les fonctions de Conseil d'Exploitation de ces deux entités.

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, monsieur Louis FERRE cède la Présidence de la séance du Conseil Municipal, jusqu'à l'élection du nouveau Maire, à madame Michèle CAU doyenne d'âge des conseillers municipaux.

Monsieur Louis FERRE se félicite de l'esprit républicain de la période de transition qui s'est déroulée dans de très bonnes conditions.

Il souhaite le meilleur pour l'avenir de Luchon.

L'an deux mille vingt, le vingt-trois mai, à onze heures et deux minutes, le Conseil Municipal de la commune de Bagnères de Luchon s'est réuni, sous la Présidence de monsieur Louis FERRE, Maire, en session ordinaire dans la salle du Pavillon Normand (Parc du Casino à Bagnères de Luchon) sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le Maire, le dix-neuf mai deux mille vingt conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La salle du Pavillon Normand a été choisie afin de permettre la stricte application des mesures barrières (ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020) et monsieur le Maire en a informé monsieur le Préfet préalablement.

Etaient présents : M. Eric AZEMAR, Mme Catherine DERACHE, M. Gilles TONIOLO, Mme Sabine CAZES, M. Olivier PERUSSEAU, Mme Françoise BRUNET LACOUÉ, M. Claude LACOMBE, Mme Marilyne DE FARCY DE PONTFARCY, M. Pierre FOURCADET, Mme Michèle BOY, M. Michel LERAY, Mme Audrey CONAN, M. Jean-Christophe GIMENEZ, M. Gilbert TORRES, M. Ahmide RADI, M. Gérard SUBERCAZE, Mme Cécile PERCIE DU SERT, M. Louis FERRE, **Mme Michèle CAU, Présidant la séance pour l'élection du Maire.**

Excusés : 0.

Absents : 0.

Les conseillers tels qu'issus de la proclamation des résultats du scrutin du 15 mars 2020 présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Audrey CONAN ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

2. ELECTION DU MAIRE

Rapporteur : Madame Michèle CAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-1 et L 2122-17,

Madame CAU, Conseillère Municipale la plus âgée et exerçant la fonction de Présidente, indique aux membres du Conseil Municipal, qu'en application des articles L 2122-4 et L 2122-7 du C.G.C.T, le Maire est élu au scrutin secret à la majorité absolue parmi les membres du Conseil Municipal.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Madame CAU indique que le quorum est atteint et qu'en conséquence il convient de procéder au vote.

Le Conseil Municipal désigne Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY, M. Gérard SUBERCAZE et M. Louis FERRE en qualité d'assesseurs, le bureau est donc constitué.

Il est procédé à l'appel à candidature.

Monsieur Gilles TONIOLO indique à l'assemblée qu'il a le plaisir de proposer la candidature de monsieur Eric AZEMAR.

Il est procédé au vote.

Chaque conseiller municipal, après appel de son nom, remet son bulletin de vote.

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- **Nombre de bulletins** : 19
- **Bulletins blancs ou nuls** : 6
- **Suffrages exprimés** : 13

- Majorité absolue : 7

A obtenu :

- Monsieur Eric AZEMAR : 13 (treize) voix.

Monsieur Eric AZEMAR ayant obtenu la majorité absolue est proclamé Maire et est invité à prendre la présidence du Conseil Municipal pour la suite de l'ordre du jour de la séance.

Il est précisé que du fait des statuts de la régie des thermes et de l'Ehpad Era Caso, le Maire est Président de leurs Conseils d'Exploitation.

Monsieur AZEMAR remercie l'assemblée pour son vote et indique qu'il mobilisera toutes ses énergies pour en rester digne.

Il rappelle aux élus que le temps de débat doit être limité conformément aux instructions gouvernementales et demande que chacun prenne ses responsabilités en la matière.

L'an deux mille vingt, le vingt-trois mai, à onze heures et deux minutes, le Conseil Municipal de la commune de Bagnères de Luchon s'est réuni, sous la Présidence de monsieur Louis FERRE, Maire, en session ordinaire dans la salle du Pavillon Normand (Parc du Casino à Bagnères de Luchon) sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le Maire, le dix-neuf mai deux mille vingt conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La salle du Pavillon Normand a été choisie afin de permettre la stricte application des mesures barrières (ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020) et monsieur le Maire en a informé monsieur le Préfet préalablement.

Étaient présents : M. Eric AZEMAR, Maire, Mme Catherine DERACHE, M. Gilles TONIOLO, Mme Sabine CAZES, M. Olivier PERUSSEAU, Mme Françoise BRUNET LACQUE, M. Claude LACOMBE, Mme Marilyne DE FARCY DE PONTFARCY, M. Pierre FOURCADET, Mme Michèle BOY, M. Michel LERAY, Mme Audrey CONAN, M. Jean-Christophe GIMENEZ, M. Gilbert TORRES, M. Ahmide RADI, M. Gérard SUBERCAZE, Mme Cécile PERCIE DU SERT, M. Louis FERRE, Mme Michèle CAU, conseillers.

Excusés : 0.

Absents : 0.

Les conseillers tels qu'issus de la proclamation des résultats du scrutin du 15 mars 2020 présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Audrey CONAN ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

3. FIXATION DU NOMBRE D'ADJOINTS AU MAIRE

Rapporteur : Monsieur Eric AZEMAR, Maire.

Monsieur le Maire indique aux élus qu'en application de l'article L. 2122-1 du CGCT, les conseils municipaux déterminent librement le nombre des adjoints au Maire.

Ce nombre ne peut toutefois excéder 30 % de l'effectif légal du conseil municipal.

Ainsi, la commune de Bagnères de Luchon peut disposer de cinq adjoints au Maire au maximum.

Elle doit disposer au minimum d'un adjoint.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal d'arrêter à cinq le nombre des adjoints au Maire.

Monsieur le Maire propose aux élus de procéder au vote et indique que l'entrée en fonction des adjoints interviendra dès leur élection.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, décide d'arrêter à cinq le nombre des adjoints au Maire.

4. ELECTION DES ADJOINTS

Rapporteur : Monsieur Eric AZEMAR, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-1 à L 2122-7-2,

Considérant, la décision du Conseil Municipal du 23 mai 2020 de fixer le nombre d'adjoints à cinq,

Monsieur le Maire invite les élus à procéder à l'élection des adjoints.

Monsieur le Maire rappelle préalablement aux élus les dispositions réglementaires.

Listes de candidats aux fonctions d'adjoints au Maire :

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-7-1 du CGCT, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel.

La liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

Le Conseil Municipal désigne,

Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY, M. Gérard SUBERCAZE et M. Louis FERRE en qualité d'assesseurs, le bureau est donc constitué.

Il est procédé à l'appel à candidature des listes devant comporter autant de conseillers municipaux que d'adjoints à désigner.

La liste des candidats pour les fonctions d'adjoints est présentée tel qu'il suit :

Liste : REUSSIR LUCHON ENSEMBLE

1^{er} Adjoint : TONIOLO Gilles

2^e Adjointe : DERACHE Catherine

3^{ème} Adjoint : LACOMBE Claude

4^{ème} Adjoint : CAZES Sabine

5^{ème} Adjoint : RADJ Ahmide

Il est procédé au vote.

Chaque conseiller municipal, après appel de son nom, a remis son bulletin de vote sur lequel il a fait figurer le nom de la liste.

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de bulletins :	19
- Bulletins blancs ou nuls :	5
- Suffrages exprimés :	14
- Majorité absolue :	8

Ont obtenu :

- M. TONIOLO Gilles, Mme DERACHE Catherine, M. LACOMBE Claude, Mme CAZES Sabine, M. RADJ Ahmide, 14 (quatorze) voix.

Ont été proclamés adjoints et immédiatement installés les candidats figurant sur la liste conduite par M. TONIOLO Gilles, ils ont pris rang dans l'ordre de cette liste, tels qu'ils figurent sur la feuille de proclamation jointe à la présente délibération.

L'an deux mille vingt, le vingt-trois mai, à onze heures et deux minutes, le Conseil Municipal de la commune de Bagnères de Luchon s'est réuni, sous la Présidence de monsieur Louis FERRE, Maire, en session ordinaire dans la salle du Pavillon Normand (Parc du Casino à Bagnères de Luchon) sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le Maire, le dix-neuf mai deux mille vingt conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La salle du Pavillon Normand a été choisie afin de permettre la stricte application des mesures barrières (ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020) et monsieur le Maire en a informé monsieur le Préfet préalablement.

Etaient présents : M. Eric AZEMAR, Maire, M. Gilles TONIOLO, Mme Catherine DERACHE, M. Claude LACOMBE, Mme Sabine CAZES, M. Ahmide RADJ, adjoints.

Mme Michèle BOY, Mme Françoise BRUNET LACOUÉ, M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Michel LERAY, M. Olivier PERUSSEAU, M. Jean-Christophe GIMENEZ, Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY, Mme Audrey CONAN, Mme Cécile PERCIE DU SERT, M. Gérard SUBERCAZE, Mme Michèle CAU, M. Louis FERRE, conseillers.

Excusés : 0.

Absents : 0.

Les conseillers tels qu'issus de la proclamation des résultats du scrutin du 15 mars 2020 présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Audrey CONAN ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

5. LECTURE ET REMISE DE LA CHARTE DE L'ÉLU LOCAL AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX AINSI QUE DES DISPOSITIONS DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (C.G.C.T.) RELATIVES AUX CONDITIONS D'EXERCICE DES MANDATS LOCAUX

Rapporteur : Monsieur Eric AZEMAR, Maire

Monsieur le Maire indique à l'assemblée que la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 a prévu que, lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l'élection du maire et des adjoints, le nouveau maire doit donner lecture de la charte de l'élu local, prévue à l'article L. 1111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

La loi 2019-809 du 01 août 2019, article 13, a renforcé ces dispositions.

L'article L2121-7, alinéa 3 du C.G.C.T., prévoit que lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l'élection du Maire et des Adjoints, le Maire donne lecture de la charte de l'élu local.

Le Maire doit également remettre aux conseillers municipaux une copie de cette charte et du chapitre du C.G.C.T. consacré aux « conditions d'exercice des mandats locaux ».

En conséquence, monsieur le Maire donne lecture de la charte aux élus et un exemplaire papier de cette charte est remis à chacun d'entre eux.

Le Maire fait également remettre à chacun des élus un exemplaire papier du Chapitre III du C.G.C.T. consacré aux conditions d'exercice des mandats municipaux.

Le Conseil Municipal prend acte.

Monsieur le Maire précise à l'assemblée que dès lundi 25 mai 2020 ces documents seront disponibles sur le site web de la Mairie ainsi qu'à l'affichage en Mairie.

6. DELEGATIONS D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Rapporteur : Monsieur Eric AZEMAR, Maire

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Maire, élu au scrutin secret lors de la première réunion du conseil municipal, bénéficie d'une double responsabilité, en tant qu'agent de l'État et en tant qu'agent exécutif de la commune.

En tant qu'agent de l'État, sous l'autorité du préfet, il remplit des fonctions administratives dont notamment :

- la publication des lois et règlements,
- l'organisation des élections,
- la légalisation des signatures.

En tant qu'agent exécutif de la commune :

- il est chargé de l'exécution des décisions du conseil municipal et agit sous contrôle de ce dernier. Il représente la commune en justice, passe les marchés publics, signe les contrats, prépare le budget, gère le patrimoine communal.

- il exerce les compétences déléguées par le conseil municipal et doit alors lui rendre compte de ses actes. Les délégations portent sur des domaines très divers : l'affectation des propriétés communales, la réalisation des emprunts, la création de classe dans les écoles, l'action en justice... ; ces délégations sont révocables à tout moment. La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales autorise le maire à subdéléguer à un(des) adjoint(s) ou un(des) conseiller(s) municipal(aux), les attributions qui lui ont été confiées par délégation.
- il est titulaire de pouvoirs propres. En matière de police administrative, il est chargé de maintenir l'ordre public défini dans le code général des collectivités territoriales comme : le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique...

Il agit également en matière de police spéciale (baignade, circulation...). La loi du 27 décembre 2019 complète ses pouvoirs.

Il est aussi le chef de l'administration communale. Il est le supérieur hiérarchique des agents de la commune et dispose d'un pouvoir d'organisation des services.

Monsieur le Maire expose ensuite aux élus la délibération relative à la délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire.

Monsieur le Maire indique à l'assemblée qu'en exécution des dispositions de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est possible de donner délégation au Maire pour traiter des affaires et questions énoncées dans le corps de cet article.

Aussi, monsieur le Maire propose aux élus de lui donner délégation pour prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, soit :

- 1) D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
 - 2) De fixer, dans la limite de 10 000 € les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédure dématérialisées ;
 - 3) De procéder à la réalisation des emprunts inférieurs à 4 M€, destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a) de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Les emprunts pourront :
 - être à court, moyen ou long terme,
 - être libellés en euros ou en devises,
 - offrir la possibilité d'un différé total ou partiel d'amortissement et/ou d'intérêt,
 - être à taux d'intérêts fixes et/ou indexés (révisable ou variable, le cas échéant plafonné) à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions réglementaires applicables en cette matière.
- En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs caractéristiques ci-après définies :
- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranche d'amortissement,
 - la faculté de modifier la périodicité et le profil des remboursements.

Enfin, monsieur le Maire pourra exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

- 4) De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5) De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6) De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7) De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8) De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9) D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10) De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11) De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- 12) De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13) De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14) De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15) D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans la limite de 1 M€ ;
- 16) D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans toutes les actions intentées contre elle, **dans les cas suivants :**
 - en première instance,
 - à hauteur d'appel et au besoin en cassation,
 - en demande ou en défense,
 - par voie d'action ou par voie d'exception,
 - en procédure d'urgence,
 - en procédure au fond,
 - devant les juridictions administratives ou judiciaires, répressives et non répressives,
 - devant le tribunal des conflits.

17) De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, dans la limite de 150 000 € ;

18) De donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19) De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20) De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 000 000 € ;

21) D'exercer en application de l'article L.214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code, dans la limite de 1 M€ ;

24) D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

26) De demander à tout organisme financeur, pour les opérations faisant l'objet d'une inscription budgétaire, l'attribution de subventions.

27) De procéder, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux. Les demandes d'autorisations d'urbanisme concernées sont les permis de construire (y compris permis modificatifs), les permis d'aménager (y compris modificatifs), les permis de démolir, les déclarations préalables de travaux, les certificats d'urbanisme de type a et b.

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée délibérante de bien vouloir lui donner délégation pour prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales selon les modalités exposées en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération, par 17 voix pour, 0 abstention et 2 voix contre (Mme Cécile PERCIE DU SERT et M. Gérard SUBERCAZE), donne délégation à monsieur Eric AZEMAR, Maire pour prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales selon les modalités exposées en séance.

7. COMMISSION COMMUNALE DE DELEGATION DE SERVICES PUBLICS – CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR L'ELECTION DE SES MEMBRES

Rapporteur : Monsieur Eric AZEMAR, Maire

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il est nécessaire de créer une commission communale de Délégation de Services Publics en application du Code des Marchés Publics (CMP), article 22, et du

(C.G.C.T) et plus particulièrement des articles L 1411-5, D 1411-3, D 1411-4 et D. 1411-5 traitant des modalités de dépôt des listes, de la composition et de l'élection de cette commission.

Avant que le Conseil Municipal puisse procéder à la constitution de la Commission par élection de ses membres, il convient, conformément à l'article D. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, de fixer les conditions de dépôt des listes (3 titulaires, 3 suppléants).

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée délibérante de fixer comme suit les conditions de dépôt des listes (3 titulaires, 3 suppléants) de la Commission de Délégation de Services Publics :

- les listes (1 seule liste pour les titulaires et les suppléants, article 22 du Code des marchés publics) seront déposées ou adressées à la commune de Bagnères de Luchon à l'attention de monsieur le Maire, au plus tard le 03 juin 2020,
- les listes, pourront comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir, conformément à l'article D 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats, aux postes de titulaires et de suppléants.

Le Conseil Municipal, après délibération, par 18 voix pour, 1 abstention (Mme Cécile PERCIE DU SERT) et 0 voix contre, approuve les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres de la Commission Communale de Délégation de Services Publics, tel qu'exposé en séance.

Monsieur le Maire indique aux élus que l'élection des membres de la commission communale de délégation de services publics aura lieu lors du prochain conseil municipal pour lequel la date prévisionnelle est le 05 juin 2020.

Monsieur Louis FERRE souhaite une rencontre de l'ensemble des listes pour faire un travail sur la composition de la commission d'appels d'offres et de la commission de délégation de services publics dans un souci de représentation démocratique.

Monsieur le Maire indique qu'il est d'accord et que, dans les 15 jours à venir, les représentants des listes seront réunis à cet effet.

8. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES – CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES POUR L'ELECTION DE SES MEMBRES

Rapporteur : Monsieur Eric AZEMAR, Maire.

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que suite à l'installation de la nouvelle assemblée, il convient de procéder à la constitution d'une Commission d'Appel d'Offres.

Cette commission est régie à la fois par le Code des Marchés Publics (CMP), article 22 et le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), articles L. 1411-5, L. 1414-2, L. 2122 et D. 1411-4.

Préalablement à la constitution de cette commission par élection de ses membres, il convient, conformément à l'article L 1411-5 du C.G.C.T, de fixer les conditions de dépôt des listes (3 titulaires, 3 suppléants) de la Commission d'Appel d'Offres.

Monsieur le Maire propose aux élus de fixer comme suit les conditions de dépôt des listes (3 titulaires, 3 suppléants) de la Commission d'Appel d'Offres :

- les listes (1 seule liste pour les titulaires et les suppléants, article 22 du Code des marchés publics) seront déposées ou adressées à la commune de Bagnères de Luchon à l'attention de monsieur le Maire, au plus tard le 03 juin 2020,
- les listes, pourront comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir, conformément à l'article D 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats, aux postes de titulaires et de suppléants.

Le Conseil Municipal, après délibération par 18 voix pour, 1 abstention (Mme Cécile PERCIE DU SERT) et 0 voix contre, fixe les conditions de dépôt des listes de la Commission d'Appel d'Offres tel qu'exposé en séance.

9. DEMATERIALISATION DES CONVOCATIONS POUR LES INSTANCES DE LA COMMUNE PAR VOIE ELECTRONIQUE

Rapporteur : Monsieur Eric AZEMAR, Maire

Monsieur le Maire indique aux membres du Conseil Municipal que l'article L. 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que la convocation du Conseil Municipal est « faite par le Maire ». La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, article 9, stipule que la convocation des élus aux conseils municipaux est transmise de manière dématérialisée.

Toutefois, il est possible de déroger à cette règle.

La convocation peut être adressée aux élus qui en font la demande par courrier postal envoyé à leur domicile ou à une autre adresse.

Monsieur le Maire précise aux élus que la collectivité est engagée dans une démarche de dématérialisation des actes depuis 2012 et à ce titre, les convocations se font déjà de manière dématérialisée.

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée délibérante d'approuver l'envoi des convocations et pièces annexes s'y rapportant aux élus, par voie électronique, poursuivant ainsi l'objectif écoresponsable de la collectivité.

Un formulaire - annexé à la présente délibération - sera transmis à chaque élu afin qu'il le complète, et donne son accord écrit pour recevoir les convocations sous cette forme.

Afin de faciliter cette démarche, il est également proposé que les convocations soient adressées sur les messageries « Mairie », de chacun des élus. Ces messageries seront opérationnelles dans les meilleurs délais suivant la mise en place du Conseil Municipal.

Par ailleurs, monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de considérer que le « porté à connaissance » de la convocation aux conseillers municipaux est automatiquement acquis à compter de la réception du courriel dans les messageries.

A cette fin, les options « Accusé de réception » et « Accusé de lecture » sera choisie lors de la rédaction du courriel.

Monsieur le Maire propose donc aux membres du Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2121-10,

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, article 9,

Considérant qu'il convient de poursuivre la politique de développement durable initiée par la commune notamment par la réduction de consommation de papier et d'encre,

- D'indiquer s'ils s'opposent à l'envoi dématérialisé prévu par les textes des convocations du Conseil Municipal, des Conseils d'Exploitation des thermes et de l'Ehpad Era Caso et pièces annexes s'y rapportant, par voie électronique,
- D'approuver l'envoi desdits documents dans les messageries « Mairie » des élus,

selon les modalités exposées en séance.

Le Conseil Municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'envoi des convocations des Conseils Municipaux, Conseils d'Exploitation et leurs pièces annexes par voie dématérialisée selon les modalités exposées en séance.

L'ordre du jour étant épuisé,

Monsieur le Maire prononce son discours

Mesdames, Messieurs, élus de la ville de Bagnères de Luchon, chers collègues,

Les directives gouvernementales nous imposent, ce samedi 23 mai 2020, un premier conseil municipal aussi concis que possible. Vous comprendrez aisément que, dans ce contexte si particulier, mon intervention sera brève.

Un futur plus opportun m'offrira l'occasion, dans la tradition républicaine, de vous présenter les orientations de ce mandat sur une durée de six ans.

Nous constituons désormais le conseil municipal ; nous sommes 19 membres, issus de trois listes concurrentes lors des élections municipales du 15 mars dernier, il y a déjà dix semaines. La campagne électorale est terminée, il est temps de nous mettre à l'oeuvre !

Nous avons défendu des idées-forces, des slogans, des programmes. Ne les perdons pas de vue ! Réunis autour de cette table, nous partageons l'amour de notre ville, Bagnères de Luchon, capitale d'un territoire baptisé les Pyrénées haut-garonnaises.

Au-delà de nos différences, de nos divergences, l'intérêt général, celui des Luchonnaises, des Luchonnais, du pays de Luchon devra toujours dépasser nos intérêts personnels et particuliers.

Permettez-moi de vous féliciter de votre engagement pour notre ville. Permettez-moi à titre personnel, de remercier les électrices et les électeurs qui, dès le premier tour, ont fixé leur préférence.

Permettez-moi de remercier celles et ceux qui, parmi vous, m'ont accordé leur confiance et m'accompagnent avec loyauté dans cette belle aventure depuis quelques années. Il est temps aujourd'hui de dépasser les querelles anciennes ou potentielles pour rapprocher, pour réunir ce qui semble éparé, pour optimiser nos compétences, nos expériences, nos énergies, nos talents et à les mettre au service de Luchon.

Les Luchonnaises, les Luchonnais comptent sur nous, sur nous tous. Parmi nous, M. Ferré a conduit la vie municipale pendant 12 ans ; d'autres élus ont l'expérience de la vie locale. Nous ne manquerons pas de prendre votre attache. Nous présenterons nos analyses, nos propositions ; les choix démocratiques de notre assemblée fixeront le cap de notre action.

-Je ne peux vous cacher mon attachement aux valeurs de la République, à la prééminence de l'humain dans ma perception des situations, à la transparence dans les relations humaines. La situation inédite de crise internationale me pousse encore plus à mettre en avant ce socle de valeurs. Vous ne serez pas surpris si je vous réaffirme que l'engagement d'une équipe et les promesses ne disparaissent pas le lendemain des élections. Réussir Luchon ensemble, c'est maintenant ! Une analyse détaillée, minutieuse de la situation de notre ville sera engagée dans les prochains jours et

une expertise financière relative à tous les engagements de la ville nous permettront de vous présenter un état des lieux actualisé et de mieux comprendre et de mieux décrire notre réalité. Les services de l'Etat, les collectivités territoriales - CCPHG, département et région- nous apporteront leur éclairage.

Le projet global sera décliné en plans d'action annuels, marqués par une évaluation régulière permettant de mesurer nos avancées mais aussi nos difficultés. Le personnel communal, sous l'égide de l'équipe de direction, œuvrera à la réalisation effective du projet, dans chacun des domaines concernés, faisant preuve d'un véritable engagement, d'une mobilisation coordonnée, d'une volonté d'efficience essentielle à la réussite du projet.

Dans leur quartier, suivant leur mode de vie, leurs difficultés et leurs espoirs, dans la diversité des générations, nos concitoyens seront attentifs à l'évolution de la situation. Ils seront sollicités pour exprimer leurs points de vue, leurs attentes, leur évaluation, leur projet de quartier ou associatif, dans le souci d'une vie communale marquée par le bon sens démocratique

-Le principe de réalité s'impose à nous : il y a fort à faire et la tâche ne sera pas aisée ! Ces derniers mois ont mis en exergue la variété des problèmes auxquels Luchon est confronté. Nous assumerons pleinement nos responsabilités d'élus, notre volonté de réussir, sans craindre de présenter à nos concitoyens, de manière explicite, la situation réelle de notre cité, la méthode et les moyens nécessaires au rétablissement d'une situation plus satisfaisante.

Qu'il s'agisse du conseil municipal, du personnel communal, des acteurs locaux, des habitants, de nos multiples partenaires et financeurs, la question de la solidarité, la place de l'humain demeurent centrales.

Luchon, avec ses 2300 habitants, doit occuper une vraie place au sein de la communauté de communes, qui cumule de plus en plus de compétences. Luchon doit favoriser un esprit d'équipe sur ce territoire si étendu et diversifié. Luchon doit prôner une collaboration sincère, en mettant ses atouts au service de la communauté, sans aucun soupçon d'hégémonie. Chacune de nos communes mérite d'être un maillon d'une chaîne de solidarités locales.

Luchon a la capacité de développer son réseau relationnel, ses partenariats sur le plan départemental, régional, national, voire international. Les retombées économiques d'une telle démarche seront profitables à notre environnement immédiat. Ne restons plus confinés dans nos certitudes ni dans nos habitudes !

Chers collègues, cette intervention relève davantage de l'engagement que du discours. Chacune et chacun d'entre nous a sa place et fera sa part ; un défi commun est à relever !

Je nous souhaite un vif succès dans l'immense tâche qui nous incombe. La sagesse populaire le dit bien : on va plus vite tout seul mais on va plus loin ensemble !

Pour notre ville Luchon, allons ensemble aussi loin que possible, sans manquer de vigilance et de sens de la réalité.

Je vous remercie de votre écoute attentive.

Monsieur le Maire déclare la séance levée à midi et deux minutes.